



La perte de sens c'est aussi celle de l'avenir **LAISSEZ-NOUS TRAVAILLER !!!**

“Considérez quelle est votre origine : vous n’avez pas été faits pour vivre comme des bêtes, mais pour suivre connaissance et vertu.” Dante Alighieri - Divine Comédie, Enfer , chant XXVI

Avec la RGPP et la MAP, le ministère a été soumis à d'importantes mutations dans l'organisation du travail, mutations destinées à générer une plus grande productivité : « faire mieux avec moins ». Le problème qui se pose est celui du passage d'une logique de Service Public à une logique financière : d'un ministère porteur de projets de développement culturel à une « entreprise » de gestion budgétaire du présent.

Une vision du monde symbolisée par la notion de performance, par la primauté du chiffre plutôt que par la qualité du Service Public qui met l'accent sur l'esprit de solidarité et la réponse aux besoins sociaux, sur le sens des missions, sur la fierté d'appartenir à la Fonction Publique.

La réduction des effectifs crée une pression qui se répercute sur chacun. D'un côté une hiérarchie intermédiaire à qui on demande de faire face aux « urgences » en acceptant des cadences « implacables », et de l'autre des agents, déjà surchargés, à qui on demande toujours plus. Des deux côtés, l'image renvoyée est source de malaise : il y a un climat de méfiance entre les encadrants et la base. De toute façon, en tant que professionnels, ils se sentent dévalorisés, en perte de confiance et de responsabilité.

Il n'existe plus rien à quoi se raccrocher dans l'univers professionnel et c'est un système figé sur lui-même, dans lequel les choses n'avancent plus qu'au gré de la conscience professionnelle des agents qui, dans leur majorité, continuent à faire tourner les choses même quand elles n'ont plus aucun sens.

Du fait de la paupérisation de la Fonction Publique (absence d'évolution, point d'indice bloqué, etc) rien ne vient équilibrer la fameuse balance contribution-rétribution, fondement de tout processus de motivation, ceci n'arrange pas les choses dans un système déjà dépourvu de l'essentiel, à savoir, de sens.

On passe la moitié du temps de travail à faire des tableaux pour justifier le travail fait et des politiques exangues.

Ne pouvant plus trouver, comme avant, de satisfaction dans le « travail bien fait » puisque celui-ci est vidé de son sens, chacun a le sentiment d'être en sursis, n'ayant plus d'autres perspectives que de se protéger contre un avenir menaçant et d'essayer de survivre dans un environnement hostile.

En réalité, c'est l'ensemble du système de sens qui est bloqué. Le sens de la mission qui n'existe plus, le sens de l'avenir, puisqu'on ne voit plus d'évolution possible, le sens du travail puisque la pauvreté de son contenu assimile l'homme à une machine.

Il n'y a pas de projet de société sans politique culturelle, mais il n'y a aucune réflexion profonde sur la culture et une société en crise.

Churchill, à qui on demandait s'il allait réduire le budget de la culture à cause des dépenses de guerre, répondait : « Pourquoi croyez vous que je me bats ? ».

L'administration centrale devrait non seulement se consacrer à la conception et à la construction des politiques publiques, mais également être pour le Ministre et son cabinet le fournisseur des moyens d'une vraie politique.

Avec un ministère éclaté, avec la réforme territoriale qui transforme les Préfets en « ministres de la Culture en Région », des EP de plus en plus en roue libre, l'administration centrale doit plus que jamais être à la manœuvre pour organiser et assurer la cohérence de toutes ses entités administratives afin d'assurer l'égalité et la couverture sur l'ensemble territoire.

Dans la réalité on a l'interdiction de réfléchir à une vision globale, stratégique, afin d'anticiper, concevoir, évaluer les politiques culturelles mises en œuvre.

Les personnels sont noyés sous des tableaux budgétaires, des notes dans lesquelles il faut surtout éviter de parler du fond et sous la multiplication des étages hiérarchiques... sans parler du « qui s'occupe de quoi ? » que la RGPP a considérablement opacifié. Une perte d'expertise dramatique pour un ministère dont ce fut pourtant longtemps la marque, la force, la spécificité.

On peut ajouter une hiérarchie et une politique RH en déshérence qui n'anticipent pas les besoins, qui n'arrivent pas à accompagner les changements et qui compliquent toute avancée ou dialogue.

Il n'y a pas de projet de société sans politique culturelle. On ne peut pas résumer notre action collective aux chiffres, aux indicateurs, aux réorganisations de services aussi catastrophiques les unes que les autres, ou encore, à la promotion de l'action de nos ministres.

Redonner du sens en cette période pourrait redonner de la confiance aux agents qui retrouveraient ainsi leur place, leur motivation, du bonheur. Car s'amuser au travail n'a jamais signifié multiplier les récrés, n'en déplaie aux théoriciens du management absurde, il signifie prendre du plaisir dans nos tâches professionnelles et dans la façon de les exécuter.

Pour cela la CGT-Culture exige :

- un budget de la culture consolidé qui évite le saupoudrage et qui inclut des moyens suffisants pour que les agents portent et mettent en œuvre les politiques culturelles ;
- un vrai dialogue social associé à un mode participatif avec les agents, qui sont les meilleurs experts de leur métier, les partenaires sociaux et les acteurs de terrain et les usagers ;
- la construction d'un vrai projet de politiques culturelles à long terme qui anticipe les mutations et permette de disposer d'un Service Public Culturel au service de tous.

Une vraie volonté de changement, d'ouverture et de modernité pour que notre ministère soit porteur d'une politique culturelle cohérente, qui assure un service public convaincant de la culture au service de tous, sur l'ensemble du territoire !

Les seuls moyens qui restent, pour espérer avoir prise sur son destin, est alors la lutte contre une organisation destructrice ou le désinvestissement afin de trouver ailleurs des raisons d'exister et d'espérer.

Notre résistance et notre lutte sont le moyen de retrouver une fierté, une solidarité et des raisons de croire en un avenir meilleur.

**PLUS QU'UN SERVICE PUBLIC
LA CULTURE EST D'UTILITÉ PUBLIQUE !!!**

Paris, le 20 septembre 2016